

CHAPITRE Ier DE LA LOI DU 2 MARS 1989

Formulaire A : première déclaration de participation dans une société cotée**0. A adresser à :**

- la société cotée visée
- Commission bancaire, financière et des assurances
Contrôle de l'information et des marchés financiers
A l'attention de M. G. Delaere
Rue du Congrès 12-14, 1000 BRUXELLES
fax : +32(2)220.59.03 - e-mail : fmi.fin@cbfa.be

1. **Nom de la société visée :**

2. **Données relatives à la personne établissant la déclaration¹** en qualité de déclarant intervenant pour son propre compte / en qualité de déclarant intervenant pour le compte d'autrui² / comme mandataire³

a) *personne physique*

nom + prénom

adresse

tél. (facultatif)

b) *personne morale*

forme juridique + dénomination

Les Assurances Fédérales, Société Coopérative
d'Assurance contre les Accidents, l'Incendie, la
Responsabilité Civile et les Risques divers.

siège social

.Rue de l'Etuve, 12 à 1000 Bruxelles.....

tél.

02/ 509.04.61

fax

02/ 509.07.19.....

nom et qualité du signataire de la déclaration

Marc Bandella, Directeur financier.....

3. Eléments constitutifs de la déclarationRemarque préliminaire

Lorsque la déclaration est opérée par des personnes liées ou agissant de concert, les tableaux I et II seront complétés autant de fois que nécessaire :

- d'abord pour chacune de ces personnes *séparément*, même si aucune d'elles n'atteint à elle seule l'un des seuils prévus par la loi (cf. art. 8, § 1er, 3°, de l'A.R. du 10 mai 1989)⁴ ;
- ensuite pour *l'ensemble* des personnes liées ou agissant de concert (cf. art. 2, § 1er et 2, de la loi du 2 mars 1989).

¹ Biffer la(les) mention(s) inutile(s).

² C.à.d. lorsqu'un tiers détient des droits pour le compte d'une autre personne.

³ Chaque fois qu'une personne tenue à déclaration désigne une autre personne pour s'acquitter de son obligation de déclaration.

⁴ Sauf s'il s'agit de personnes physiques agissant de concert dont aucune ne possède un nombre de titres auquel sont attachés 5 % ou plus des droits de vote existants : celles-ci peuvent faire une déclaration commune, sans indication des détenteurs individuels (art. 2, § 3, alinéa 2, de la loi du 2 mars 1989).

Tableau I : données générales

Nom de la société visée	Immo Moury SCA
Droits détenus par/ pour compte de ¹ (biffer la mention inutile)	Les Assurances Fédérales, Société Coopérative d'Assurance contre les Accidents, l'Incendie, la Responsabilité Civile et les Risques divers. Rue de l'Etuve, 12 à 1000 Bruxelles
lié(e) à	
agissant de concert avec	
Date de réalisation de la situation donnant lieu à déclaration	30 juin 2008 (OPV)
Sources relatives au dénominateur	Coordination des statuts au 30 avril 2008

¹ Lorsqu'un tiers détient des droits pour compte d'autrui.

*Pour les personnes physiques : nom et prénom + adresse. Pour les personnes morales : forme juridique, dénomination sociale et adresse du siège social.

Tableau II : calcul de la quotité

	dénominateur (a)	numérateur (b)	% (b/a)
1. Droits de vote effectifs afférents à des titres <ul style="list-style-type: none"> représentatifs du capital non représentatifs du capital 	406.287	40.000	9.84 %
2. Droits de vote futurs , potentiels ou non, résultant de <ul style="list-style-type: none"> droits et engagements à la conversion en ou à la souscription de titres à émettre, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> ◇ conversion d'obligations ◇ conversion de prêts ◇ exercice de warrants ◇ autres (à détailler le cas échéant) droits et engagements à l'acquisition de titres émis, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> ◇ options ◇ warrants portant sur des titres émis ◇ engagements résultant d'un contrat ◇ autres (à détailler le cas échéant) 			
Total	406.287	40.000	9.84%
<u>Pour mention</u> Droits et engagements à la conversion en, à la souscription ou à l'acquisition de titres, assortis de clauses conditionnelles, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> conversion d'obligations exercice de warrants autres (à détailler le cas échéant) 			
Pour les droits ou engagements desquels peuvent résulter des droits de vote futurs : délais ou périodes d'exercice (Type + délais/périodes)			

4. Données complémentaires à fournir si le nombre de titres détenus est égal ou supérieur à 20 %
(art. 8, § 3, de l’A.R. du 10 mai 1989)

a. Description de la politique dans laquelle se situe l’acquisition :

b. Nombre de titres acquis au cours des 12 mois précédant la présente déclaration et mode d’acquisition :

	nombre	mode d’acquisition
1. Droits de vote effectifs afférents à des titres <ul style="list-style-type: none"> • représentatifs du capital • non représentatifs du capital 		
2. Droits de vote futurs , potentiels ou non, résultant de <ul style="list-style-type: none"> • droits et engagements à la conversion en ou à la souscription de titres à émettre, à savoir: <ul style="list-style-type: none"> ◇ conversion d’obligations ◇ conversion de prêts ◇ exercice de warrants ◇ autres (à détailler le cas échéant) • droits et engagements à l’acquisition de titres émis, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> ◇ options ◇ warrants portant sur des titres émis ◇ engagements résultant d’un contrat ◇ autres (à détailler le cas échéant) 		

5. Description, éventuellement sous forme d’organigramme, de la structure de contrôle de la ou des sociétés tenues à déclaration (facultatif)

Fait le ...11/09/2008..... àBruxelles.....

.....
 Marc Bandella
 Directeur financier

Annexes à transmettre uniquement à la Commission bancaire, financière et des assurances
 (obligatoires en vertu de l’art. 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi du 2 mars 1989) : les documents relatifs à l’opération (aux opérations) donnant lieu à déclaration.